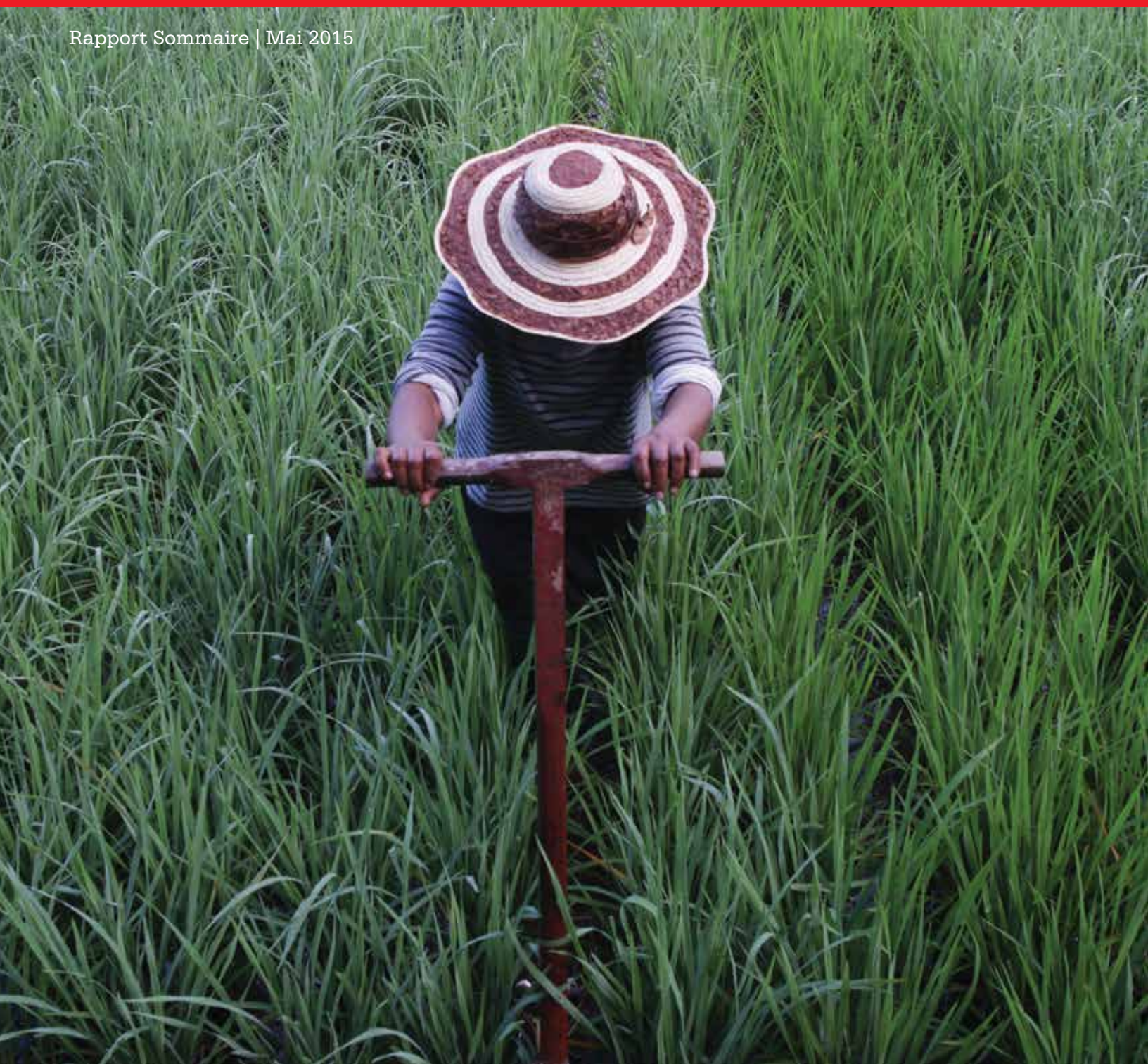


# Étude de Caritas Internationalis sur la sécurité alimentaire

Rapport Sommaire | Mai 2015





# Table des matières

Sommaire . . . . .	04
Manque d'accès à la nourriture . . . . .	06
Garantir l'accès à la nourriture . . . . .	10
Lois sur le droit à l'alimentation . . . . .	12
Directives volontaires sur le droit à l'alimentation . . . . .	13
Les femmes et le droit à l'alimentation . . . . .	14
Accès aux marchés . . . . .	15
Défis et actions . . . . .	16
L'engagement de Caritas . . . . .	19
Conclusion . . . . .	22

## À propos de cette enquête

Cette enquête a été menée par Grey Matter Research & Consulting (Phoenix, Arizona, U.S.A) pour Caritas Internationalis avec l'appui de Catholic Relief Services (un membre de Caritas qui est l'organisation humanitaire internationale de la communauté catholique des États-Unis). Elle décrit les conséquences et l'impact de l'insécurité alimentaire, ses causes principales, comment le droit à l'alimentation est protégé par les lois et les politiques, le rapport entre les femmes et l'insécurité alimentaire, l'accès aux marchés pour les petits producteurs alimentaires, les solutions pour améliorer la sécurité alimentaire et le travail de Caritas dans le domaine.



# Sommaire

Selon une nouvelle enquête menée par Caritas Internationalis auprès de ses organisations membres, il faut faire davantage pour lutter contre la faim. Cette étude sur la sécurité alimentaire montre que le meilleur moyen d'en finir avec le scandale de la faim est de soutenir les petits agriculteurs, en particulier dans leurs efforts d'adaptation à un climat changeant.

Caritas Internationalis est l'organisation humanitaire et de développement de l'Église catholique, une confédération de plus de 160 membres nationaux du monde entier. D'après 98 organisations Caritas établies dans des pays dont la population correspond à 83% de la population mondiale, les trois causes principales de l'insécurité alimentaire sont le manque de ressources pour les petits agriculteurs, la faible productivité agricole et les effets du changement climatique.



Laura Elizabeth Pohl for CRS

Seuls 19% des Caritas ayant répondu à l'enquête estiment leur pays en pleine sécurité alimentaire, c'est-à-dire avec un accès à une alimentation suffisante, abordable et nutritive. Près d'un tiers ont répondu que leur pays était confronté à l'insécurité alimentaire et près de la moitié que leur pays n'était que partiellement sûr de ses ressources alimentaires.

Les principales conséquences de l'insécurité alimentaire sont la faim et la malnutrition, mais aussi la migration, la disparité des revenus et la criminalité, la dégradation de la santé et de l'éducation, et la création d'une culture de dépendance envers les systèmes d'assistance.

**La meilleure façon d'en finir avec le scandale de la faim est de soutenir les petits agriculteurs**

Cette étude sur l'insécurité alimentaire a été réalisée par le biais de la campagne de Caritas Internationalis Une seule famille humaine, de la nourriture pour tous, dont le but est de mettre un terme à la faim d'ici 2025, en aidant les personnes les plus pauvres et désavantagées à accéder aux ressources essentielles pour une vie digne.

Plus d'un tiers (35%) des participants à l'enquête ont déclaré que l'action la plus importante pour réduire la faim, la malnutrition et l'insécurité alimentaire serait d'améliorer l'agriculture.

Dans beaucoup de cas, des politiques publiques sur la sécurité alimentaire existent, mais ne sont que peu appliquées. Avoir des lois protégeant le droit à l'alimentation ne suffit pas à éradiquer la faim, mais encourage les gouvernements à agir. L'enquête montre que de telles lois existent généralement dans les pays où les mesures sur l'agriculture, les marchés, les femmes et la société civile se renforcent mutuellement.

Les organisations Caritas ayant instauré des programmes de sécurité alimentaire dans leur pays estiment qu'environ 1,36 million de personnes ont bénéficié de ces programmes en 2013. Les secteurs les plus importants de ces programmes ont été la formation agricole (41%), l'agriculture durable (39%), la distribution de nourriture ou de semences après une catastrophe (39%) et l'amélioration de la nutrition et de la santé (39%).

Cette enquête montre qu'il reste encore beaucoup à accomplir pour combattre l'insécurité alimentaire, mais que si les agriculteurs arrivent à produire suffisamment pour se nourrir eux-mêmes, leurs familles et leur pays, alors les améliorations suivront : meilleure santé, meilleure éducation et meilleure vie pour tous.

# Faim et insécurité alimentaire

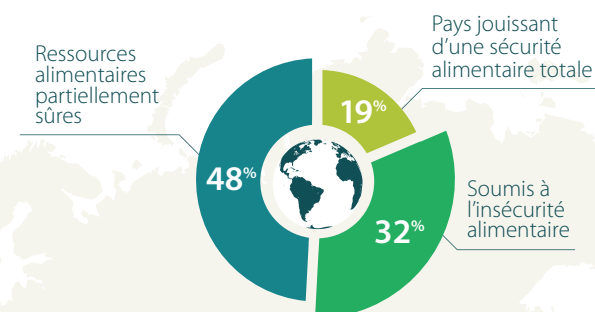
## Les trois principales causes



## Les raisons varient en fonction des régions

- Afrique sub-saharienne** : basse productivité agricole et changement climatique
- Asie** : manque d'accès aux ressources pour les agriculteurs, plus manque de gouvernance
- Amérique latine et Caraïbes** : spéculation sur le prix des aliments et manque d'infrastructures
- Moyen-Orient et Afrique du Nord** : conflits et manque d'eau potable

## Niveau de sécurité alimentaire



## Principaux domaines d'impact

FAIM ET MALNUTRITION	MIGRATION	DISPARITÉ DES REVENUS	CRIMINALITÉ
SANTÉ ET MORTALITÉ	ÉDUCATION	CORRUPTION	DÉPENDANCE ENVERS L'AIDE

## Améliorer l'agriculture\*



L'action unique la plus importante qui réduirait la faim, la malnutrition et l'insécurité alimentaire

\*accès aux marchés, aux semences, à une terre adéquate et au crédit

**106.42 millions**

de personnes ont bénéficié des programmes de Caritas\*\* en 2013, centrés sur :

- La formation des agriculteurs
- L'agriculture durable
- La distribution de nourriture ou de semences après des urgences
- L'amélioration de la nutrition et de la santé

\*\* Seulement pour les programmes de Caritas dans le pays-même

# Manque d'accès à la nourriture



Michael Stulman/CRS

Un tiers des personnes interrogées ont déclaré que la sécurité alimentaire (un accès constant et fiable à la nourriture pour les habitants) n'était pas assurée dans leur pays. Environ la moitié ont estimé que leur pays était "moyennement sûr", alors qu'un cinquième pensait vivre en sécurité alimentaire.

Les conséquences liées à l'insécurité alimentaire sont vastes, comme le décrivent les 71 pays qui ont fait état d'un certain niveau de problèmes dans leur pays: criminalité, corruption, dépression, maladie et bien d'autres. Presque tous décrivent en quoi l'insécurité alimentaire touche leur population : frein à l'éducation, augmentation de l'isolement social, accélération de la désagrégation familiale, incitation à la migration vers les villes.

Deux conséquences majeures sortent nettement du lot. La première est la faim et la malnutrition (58%), ce qui ralentit la croissance des enfants à cause d'une alimentation inadéquate.

La deuxième concerne les conséquences sociales négatives (52 %), qui incluent les problèmes liés à la migration (22 %), aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, le fait que les pauvres soient les plus durement touchés (14%), l'augmentation de la disparité des revenus (8%), le chômage (6%), la criminalité et les dépendances (6%), l'exploitation ou l'isolement des personnes (4%), l'agitation sociale (4%) et la désagrégation familiale (4%). Sept pourcent faisaient remarquer qu'une autre conséquence de l'insécurité alimentaire était l'augmentation du prix des aliments.

Une importante minorité estimait que la santé était affectée par l'insécurité alimentaire dans leur pays (38%). La plupart disaient simplement que les maladies étaient plus fréquentes (33%), mais quelques-uns parlaient de problèmes de santé mentale ou émotionnelle tels que la dépression (6%), l'impossibilité de se permettre une nourriture saine (4%) ou d'obésité (3%).

Un quart des participants ont déclaré que l'éducation était elle aussi affectée dans leur pays (24%). En effet, l'argent qui pourrait être utilisé pour les frais scolaires est à la place utilisé pour la nourriture. Les enfants ne sont parfois pas en mesure de suivre les cours car ils ne peuvent subvenir à ces frais scolaires ou parce qu'ils doivent travailler. Même s'ils vont à l'école, les enfants ont parfois du mal à être attentifs car leur ventre est vide.



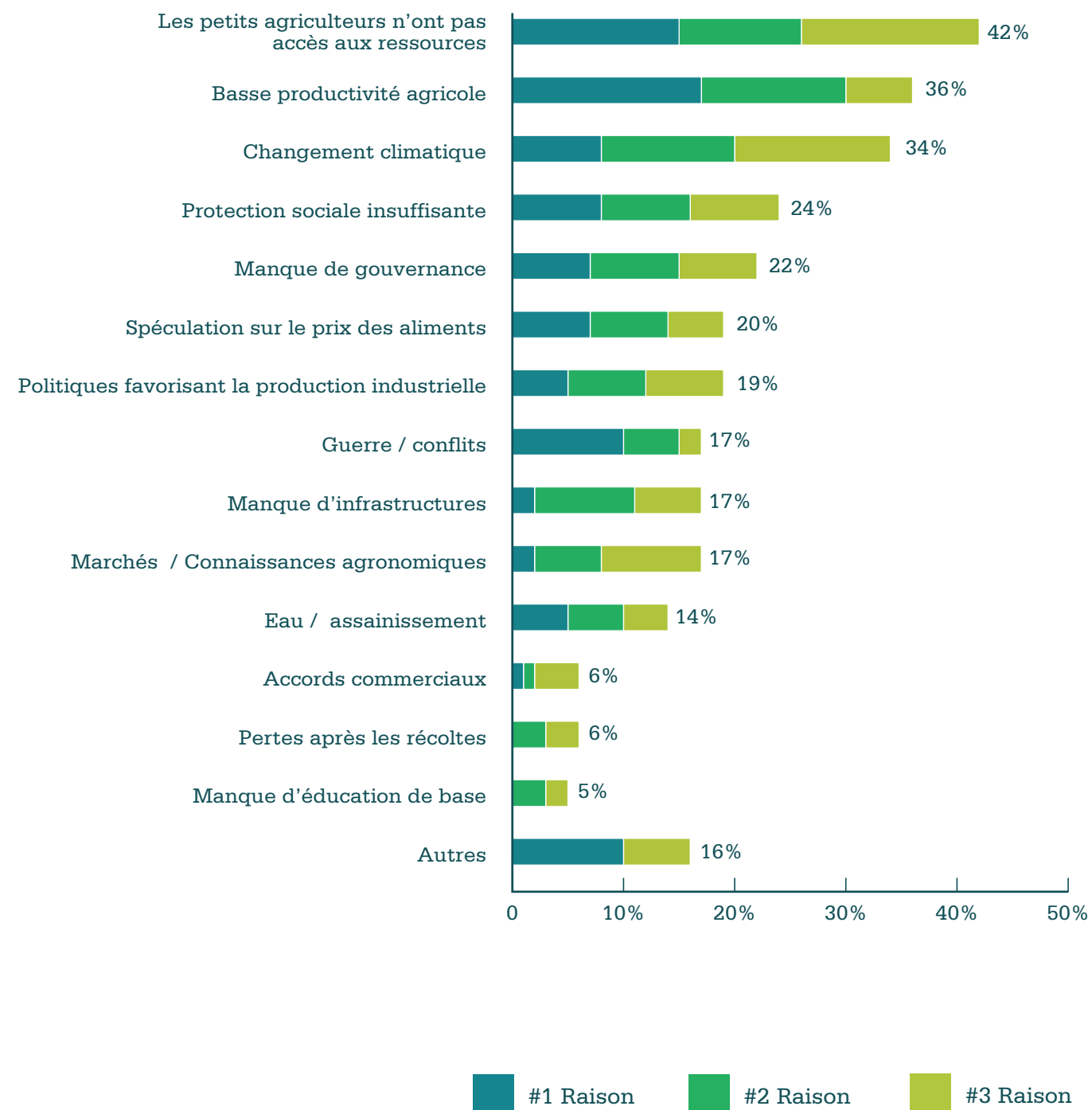
Alexander Buehler for Caritas Iraq

Deux participants sur dix ont affirmé que la mortalité était plus élevée à cause de l'insécurité alimentaire (21%). Onze pourcents parlaient du taux de mortalité en général, alors que d'autres spécifiaient la mortalité infantile (4%), la mortalité maternelle (3%), les suicides (3%) ou une majeure propension à la mort pour les malades (3%).

Quatorze pourcents ont déclaré que l'insécurité alimentaire engendrait des problèmes majeurs au niveau national, comme l'importation de la plupart des aliments, la dépendance aux systèmes d'assistance, la corruption et la application défailante des politiques et lois sur l'alimentation. Onze pourcents ont déclaré que l'insécurité alimentaire avait provoqué ou attisé des conflits (par exemple, des communautés en lutte pour des terres).

<sup>1</sup> "La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres-humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une alimentation suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active" Sommet mondial de l'alimentation, 1996. Cette définition a été renforcée avec la notion d' "accès social" dans l'état de la sécurité alimentaire dans le monde en 2001, FAO, Rome 2001, p. 49.

# Les principales raisons de la faim et de l'insécurité alimentaire





**Voici quelques exemples de commentaires de participants sur l'impact de l'insécurité alimentaire.**

*Le premier impact sur les personnes est l'exclusion sociale : la perception de leur situation (honte, culpabilité, incapacité à se maintenir et à continuer à nourrir la famille). Ils ne peuvent pas inviter des amis ou de la famille chez eux. Ils ont honte de se rendre vers des centres de distribution alimentaire, ce qui trop souvent les fait se sentir stigmatisés.*

*L'exode rural, l'urbanisation des terres cultivables (les terres disponibles à la culture disparaissent au fur et à mesure que les constructions s'étendent).*

*La malnutrition provoque une diminution des performances scolaires chez les enfants, les adolescents et les jeunes; l'anxiété et l'épuisement des parents, en particulier des mères célibataires, qui doivent s'assurer chaque jour qu'il y a assez à manger, et qui portent alors moins de soins et d'affection à leurs enfants.*

*La diminution des biens du foyer, la pauvreté, la faiblesse de l'éducation (les ressources destinées à l'éducation sont souvent utilisées pour acheter des denrées alimentaires onéreuses, les enfants abandonnent l'école à cause de la faim). A un moment donné, cela encourage les inégalités (disparité économique) et une faible croissance économique, ce qui engendre pauvreté et désespoir.*



Oscar Leiva/Silverlight for CRS

*Exode rural, pauvreté, exploitation, diverses maladies liées à la malnutrition, recherche d'emploi dans les villes et aussi acceptation d'emplois mal payés hors du pays. Les ruptures familiales. Les villages où il ne reste que des personnes âgées et des enfants en bas âge.*

*L'insécurité alimentaire a pour effet l'appauvrissement de la société rurale, qui n'a plus la garantie d'un besoin aussi fondamental que celui de l'alimentation. Cela engendre une rupture sociale, conduisant à un exode vers d'autres modes de vie et moyens de subsistance. Les conséquences sont l'augmentation de la malnutrition, la croissance de la population urbaine, la criminalité, la violation des droits de l'homme et les idéologies extrémistes.*

*La maladie, la dépendance envers d'autres pays, le manque d'éducation, les conflits tribaux.*

*Les petits agriculteurs migrent à présent vers les villes car ils sont confrontés aux inondations ou à la sécheresse; ils sont davantage exposés à ces catastrophes.*



Sara A. Fajardo/CRS

# Garantir l'accès à la nourriture



Sean Sprague for CRS

Pour aider les personnes qui souffrent de la faim, il faut aider les petits agriculteurs, car ce sont eux qui fournissent la majeure partie de notre nourriture. Bien que les réponses à l'enquête sur les raisons de l'insécurité alimentaire aient été diverses et variées, plus de 40% des participants ont mentionné le manque d'accès aux ressources dont souffrent les petits exploitants agricoles, comme étant l'une des trois principales raisons. Par ressources, ils entendent aussi bien les engrais, que les semences, les prêts et les formations.

La deuxième raison évoquée était la faible productivité agricole pour 36% des répondants. Trente-quatre pourcents citaient quant à eux le changement climatique comme étant l'une des trois raisons principales de l'insécurité alimentaire. Le changement climatique affecte la sécurité alimentaire car l'agriculture est elle-même affectée par les conditions météorologiques changeantes: sécheresse, rareté de l'eau, précipitations anormales, érosion des sols, événements climatiques extrêmes<sup>1</sup>.

Les répondants ont aussi évoqué les politiques gouvernementales qui ne garantissent pas une sécurité sociale suffisante, favorisant la production industrielle ou n'aboutissant pas sur des infrastructures adéquates.

Un participant sur dix a déclaré que les conflits étaient la raison principale de l'insécurité alimentaire. Six pourcents des répondants estiment quant à eux que les accords commerciaux sont responsables de l'insécurité alimentaire.



**Beaucoup ont choisi "une autre raison". Ces réponses privilégiaient souvent les facteurs économiques, comme le montrent les exemples ci-dessous.**

*La pauvreté est la principale cause de l'insécurité alimentaire.*

*Le plus grand problème, c'est le chômage et les faibles revenus des travailleurs.*

*L'accaparement des sols.*

*Le manque de fonds pour les personnes affectées par l'insécurité alimentaire.*

*Le manque d'accès aux marchés pour les petits exploitants, plus le manque d'emploi.*

*La crise économique et financière des cinq dernières années*

<sup>1</sup> Voir Caritas Internationalis, Changement climatique et sécurité alimentaire p. 13-14.



Jennifer Hardy/CRS

L'autonomisation aide les personnes à éviter l'insécurité alimentaire. Si les personnes avaient un meilleur accès aux ressources, les marchés seraient plus profitables pour les agriculteurs, ce qui stimulerait aussi l'agriculture. Un tiers des participants a déclaré que la pauvreté n'était pas juste une cause de l'insécurité alimentaire, mais aussi une conséquence. Avec la raréfaction de la nourriture, les prix montent et les personnes ne réussissent plus à suivre, tellement la nourriture prend une place toujours plus importante dans leur budget.

On a pu constater des variations entre régions. En Afrique par exemple, 36% des participants à l'enquête ont choisi parmi les causes de l'insécurité alimentaire la basse productivité agricole et 24% ont cité le changement climatique, un facteur relativement peu choisi comme principal dans les autres régions. Cela reflète un environnement agricole plus hostile dans de nombreuses régions d'Afrique, rendu encore plus difficile suite aux effets du changement climatique, en particulier l'augmentation des précipitations anormales dans les régions semi-arides.

En Asie, les principales raisons étaient aussi ces trois-ci, plus le manque de gouvernance et le manque de connaissances commerciales et agricoles. Les participants européens ont pour la plupart évoqué une sécurité sociale insuffisante, puis le changement climatique, le manque de gouvernance, les conflits et le manque d'accès aux ressources pour les petits exploitants.

Les répondants d'Amérique latine et des Caraïbes ont dénoncé quant à eux le manque d'accès aux ressources pour les petits exploitants et la spéculation sur le prix des aliments. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le problème principal semble être le manque d'eau potable.

# Lois sur le droit à l'alimentation

La présence d'une loi sur le droit à l'alimentation semble avoir peu d'effet sur le terrain. Parmi les participants des pays où existe une loi nationale garantissant le droit à l'alimentation, seuls 11% ont déclaré que, selon l'évaluation officielle, la sécurité alimentaire de leur pays était assurée, alors que 58% l'ont qualifiée de "partiellement sûre" et 32% estiment leur pays en insécurité alimentaire.

Dans les pays ne disposant pas de loi, mais de diverses politiques sur le droit à l'alimentation, le compte était encore à 21% de sécurité alimentaire, 43% de sécurité alimentaire partielle et 36% d'insécurité alimentaire. Dans les pays ne disposant ni de lois ni de déclarations, les évaluations passent à 24% de sécurité, 52% de sécurité partielle et 24% d'insécurité. La présence de lois ou de déclarations sur le droit à l'alimentation ne semble donc avoir que peu ou prou de corrélation avec la sécurité alimentaire effective.

Dans les pays sans loi sur le droit à l'alimentation, les réponses étaient variées quant à l'éventuel impact d'une loi entrant en vigueur. La réponse la plus courante a été qu'une telle loi n'aiderait pas (30%), souvent parce qu'il existe déjà trop d'autres problèmes (comme la guerre, la sécheresse ou la corruption).

Mais un grand nombre de participants pensaient qu'une telle loi pourrait changer quelque chose, au moins en partie. Vingt-deux pourcents estimaient que cela réduirait la faim et la malnutrition en poussant les gouvernements à agir davantage, en améliorant l'agriculture, ou simplement en augmentant la sensibilisation sur la question de la sécurité alimentaire.

En revanche, une action gouvernementale qui semble faire la différence concerne les politiques en faveur des communautés de petits agriculteurs, d'éleveurs et de pêcheurs. Soixante-trois pourcents ont rapporté au moins quelques politiques en ce sens. La tendance de la sécurité alimentaire semble suivre de près celle de la présence de telles politiques (33% ont rapporté que de nombreuses lois de la sorte existaient dans des pays en sécurité alimentaire, 16% là où la sécurité est partielle, et 7% là où il y a insécurité alimentaire).

De telles politiques sont bien plus fréquentes dans les pays où existent également des lois sur le droit à l'alimentation – 37% des personnes venant de pays avec de telles lois ont déclaré qu'il y avait de nombreuses politiques dans ce domaine, comparé à 13% pour les personnes venant de pays où il n'y avait que des déclarations sur le droit à l'alimentation et 5% là où il n'y pas même de déclarations sur le droit à l'alimentation. Ainsi, même si les lois sur le droit à l'alimentation ne semblent pas faire différence, elles peuvent conduire à des politiques qui elles, la font.



Jennifer Hardy/CRS

**Voici certains commentaires sur ces mesures, issus de pays disposant de nombreuses politiques de la sorte ou tout du moins quelques unes.**

*Beaucoup de politiques ont été mises en place, mais souvent elles ne font pas l'objet d'un suivi.*

*Elles ne sont pas appliquées. La constitution en comporte beaucoup. Un processus est en cours pour la loi sur le développement rural intégral. Mais ce n'est qu'une loi de plus qui n'intéressera pas les oligarques et les puissants.*

*Il y a certaines politiques en faveur des communautés de petits agriculteurs, d'éleveurs et de pêcheurs, mais aucune n'est sincèrement appliquée ou suivie.*

*Les quelques politiques développées sont bien plus orientées vers les communautés d'agriculteurs que vers celles d'éleveurs et de pêcheurs.*

*Notre gouvernement encourage la production agricole en fournissant des semences et des engrais.*

*L'application des lois pose de sérieux problèmes, à cause d'une mauvaise gouvernance dans le secteur et d'une faible mobilisation des ressources et d'une trop grande improvisation.*

# Directives volontaires sur le droit à l'alimentation

Les Directives volontaires de l'ONU à l'appui de la concrétisation progressive du droit à l'alimentation<sup>1</sup> ont été proposées comme instrument dans le cadre de la campagne de Caritas pour travailler sur la sécurité alimentaire.

Seuls 6% de tous les répondants estimaient que les Directives volontaires étaient très bien connues au sein de leur organisation. Seulement 21% pensaient quant à eux que ce document du Conseil de la FAO était à peu près connu au sein de leur organisation. Quarante-neuf pourcents étaient au courant de l'existence du document mais sans plus, alors que 24% n'en soupçonnaient même pas l'existence.



**Un certain nombre de participants ont commenté cette question.**

*Les connaître, c'est bien, mais faire leur promotion et les adopter, c'est toute autre chose.*

*Le processus de prise de conscience sur ces directives commence à peine.*

*Les directives volontaires ne sont pas appliquées dans notre pays et ne sont aucunement à l'ordre du jour politique.*

*Nous sommes témoins de situations d'insécurité alimentaire auxquelles nous tâchons de remédier, grâce notamment à des initiatives de formation pour les petits agriculteurs, qui comprennent la sensibilisation et la formation à la gestion des récoltes, mais sans recours à ces directives sur le droit à une alimentation adéquate. Une meilleure connaissance de ces directives nous permettrait d'orienter et d'organiser nos futures actions dans ce domaine*

Seuls 27% des participants ont déclaré avoir vu dans leur pays des initiatives gouvernementales liées à ces Directives volontaires, comme des changements politiques ou un renforcement des capacités les encourageant. Trente-cinq pourcents disent qu'ils n'ont vu aucune initiative de la sorte, alors que 16% ont admis qu'ils n'étaient pas sûrs. Les 24% restant n'avaient pas du tout entendu parler des Directives, et n'étaient donc pas au courant d'événements liés à ces Directives.

La prise de connaissance d'initiatives liées aux Directives volontaires était bien plus élevée dans les pays ayant déjà une loi sur le droit à l'alimentation (47%) que dans ceux avec seulement quelques déclarations gouvernementales (25%) ou dans les pays sans lois ni déclarations sur le droit à l'alimentation (14%). La connaissance de telles initiatives était également bien plus faible en Europe que dans d'autres régions, et aussi bien plus faible dans les petits pays.



Michael Stulman/CRS

<sup>1</sup> Les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, adoptées en 2004, sont un guide pour les États dans la mise en œuvre du droit humain à une alimentation adéquate ; elles couvrent une vaste panoplie d'actions que les gouvernements peuvent entreprendre afin de permettre aux personnes de se nourrir dans la dignité et d'établir des filets de sécurité pour celles qui ne sont pas en mesure de le faire.

# Les femmes et le droit à l'alimentation

Les politiques favorisant l'accès et le contrôle des ressources de production par les femmes (par l'héritage de terres par exemple) étaient encore moins courantes. Seuls 2% des participants déclarent que leur pays compte de nombreuses politiques de la sorte, 31% quelques unes, 32% très peu et 35% pas du tout.

Dans les pays disposant de lois sur le droit à l'alimentation, 6% ont déclaré que de nombreuses politiques favorisant les femmes existaient, 28% ont rapporté qu'il en existait quelques unes. Dans les pays disposant des politiques gouvernementales mais pas de lois, 38% ont déclaré qu'il existait certaines politiques de la sorte. Dans les pays ne disposant pas de déclarations sur le droit à l'alimentation, seuls 14% rapportent que de telles politiques existent.



Ric Francis for CRS



## Les commentaires sur ce point montrent combien cette question oppose.

*Très difficile de mettre en œuvre des politiques à cause d'une tradition non favorable à l'autonomisation des femmes.*

*Le code familial favorise l'héritage des terres aux veuves, mais son application est insuffisante.*

*Dans notre pays, il n'existe pas de différence au niveau juridique entre les femmes et les hommes pour le contrôle de la production.*

*Une loi sur l'héritage des terres en faveur des femmes vient de passer, ce qui leur donne accès aux terres.*

*Le gouvernement ne fait pas de traitement de faveur pour les femmes. Il le fait lorsque les ONG sont impliquées dans des activités, car l'égalité est assez souvent soulignée par les ONG.*

*Les traditions et les coutumes ne favorisent pas l'accès des femmes aux ressources. Elles sont exclues de la liste des héritiers. Aucune loi n'a été passée pour réinstaurer les droits des femmes.*

# Accès aux marchés

Une grande partie du travail sur la question de la sécurité alimentaire se concentre sur les marchés, reconnaissant leur pouvoir d'apporter de la nourriture aux personnes et des revenus aux agriculteurs.

Il a donc été demandé aux participants si leur pays encourageait les marchés locaux dans les zones urbaines et les zones rurales reculées. Les nouvelles sont encourageantes sur ce point : même si seuls 13% des participants ont répondu que leur pays les encourageait grandement, la moitié a répondu moyennement, 33% très peu et seulement 4% pas du tout.

De nouveau, la promotion des marchés locaux est de loin plus commune dans les nations où la sécurité alimentaire est assurée et beaucoup moins commune dans les pays en insécurité alimentaire. Elle se fait plus souvent dans les pays disposant de lois ou de déclarations sur le droit à l'alimentation que dans les pays où ce droit est en grande partie ignoré par le gouvernement.



## Voici certains commentaires sur la question des marchés.

*La plupart de la production locale de grande échelle est vendue dans les villes.*

*Les marchés dans les zones reculées sont généralement moins attrayants en termes de produits et de prix.*

*La promotion des marchés locaux dans les zones urbaines et rurales reculées est une priorité du gouvernement.*

*Les marchés locaux sont basés sur des initiatives privées et sont aussi un trait culturel.*

*Les zones rurales reculées n'ont pratiquement rien.*



Patrick Nicholson/Caritas



# Défis et actions



Sam Tarling for CRS

Il a été demandé aux agences Caritas de décrire l'action la plus significative qu'elles entreprendraient pour aider à réduire la faim et l'insécurité alimentaire dans leur pays si elles pouvaient influencer directement la politique.

Les réponses les plus communes se rapportaient à l'agriculture (pour 35% des répondants, dont 60% de la région Afrique). Elles comprenaient la protection de l'agriculture, la promotion de meilleures pratiques agricoles, l'aide aux petits agriculteurs et l'aide aux personnes pour cultiver leurs propres produits dans leurs potagers.

Dix-sept pourcents en appelaient à une action liée aux politiques économiques ou d'assistance sociale, en faveur d'une sécurité sociale, d'une hausse des revenus, d'une création d'emplois, d'une diminution du prix des aliments et d'une amélioration des politiques liées à l'eau.

D'autres types d'actions ont également été mentionnés par de plus faibles proportions de participants: faire passer une loi sur le droit à l'alimentation ou promouvoir de telles politiques (11%), promouvoir le droit aux terres et un meilleur accès aux terres (10%), une meilleure gouvernance (8%), nourrir directement les personnes (8%), mettre fin aux conflits (5%) et promouvoir l'éducation (3%).



## Commentaires d'organisations Caritas sur les suggestions pour améliorer la situation alimentaire.

*Investir dans les petits exploitants et l'agro-écologie. Actuellement, le gouvernement investit essentiellement dans la culture de rente pour accroître le PIB. Les petits exploitants sont oubliés. Nous devons inverser cette tendance.*

*Des semences de qualité et des subventions alimentaires.*

*Mettre fin à l'accaparement des terres.*

*Accès aux crédits pour les petits agriculteurs.*

*Réduire les taxes sur les aliments.*

*Introduire des programmes d'alimentation à l'école.*

*Couverture universelle de sécurité sociale.*

*Utiliser des semences locales, mettre en œuvre des programmes d'intensification agricole à grande échelle et d'assistance technique, ainsi qu'un renforcement des capacités pour les petits producteurs, un transfert de technologies, des techniques commerciales alternatives.*

*Soutien aux petits producteurs, promotion de la consommation de produits locaux, organisation de marchés locaux et protection des produits locaux*

*Supervision et soutien de l'agriculture familiale.*

*Formation des agriculteurs sur les effets du changement climatique, sur le droit à l'alimentation, sur les structures pour passer de l'agriculture de subsistance à une agriculture mécanisée, productive et commerciale.*

*Plaider pour l'accès aux crédits et aux intrants pour les petits producteurs agricoles.*



*Faire passer une loi garantissant une alimentation adéquate comme droit inaliénable.*

*Commencer par l'éducation, l'autonomisation des femmes, le soutien des petits agriculteurs, la redistribution des terres et des ressources et le contrôle de la corruption.*

*Lancer des programmes dans les écoles pour que les enfants y aient des repas équilibrés. Cela relancera les marchés locaux dans les villages et nourrira les enfants pauvres.*

*Réduire les conflits et faciliter l'accès aux marchés locaux et régionaux.*

*En premier lieu, permettre un accès aux ressources, et notamment aux terres pour l'agriculture.*

*Deuxièmement, encourager les personnes à cultiver leurs propres aliments. Troisièmement, donner plus d'occasions aux agriculteurs locaux de commercialiser leurs produits et privilégier les locaux dans les offres d'emplois. Finalement, promouvoir un mode de vie sain et la consommation de produits locaux pour éviter l'augmentation du coût de la vie.*



Jim Stipe/CRS

*Les activités de développement devraient surtout promouvoir la production d'aliments nutritifs et la diversification des systèmes agricoles. Identifier les méthodes d'utilisation de l'eau, des engrais et un travail plus efficace et avec des effets négatifs moindres est essentiel pour la viabilité écologique. Il est tout aussi important d'apporter aux communautés locales les moyens d'améliorer leur alimentation. Cela implique des campagnes complètes de soins de santé et d'éducation, des mesures de sécurité sociale qui encouragent la résilience et des initiatives qui dynamisent l'emploi et génèrent des revenus.*

*Réhabilitation du milieu rural (après son abandon à cause de la pauvreté et de la violence) à travers des subventions, des politiques de renforcement des capacités et d'organisation, et comme projet de vie. Promotion et renforcement des marchés locaux, avec un échange de produits qui ne soit pas entravé par des intermédiaires. Consommation responsable qui ne soit pas élitiste, mais qui renforce plutôt les relations et la cohésion sociale et encourage la paix.*

*Investir dans les infrastructures de production des petits producteurs et encourager le modèle de production agricole écologique, étant donné que 73% de notre principale production alimentaire vient de petits producteurs, qui utilisent des semences locales très anciennes, mais qui tendent maintenant à disparaître, tout comme le savoir ancestral.*



Laura Elizabeth Pohl for CRS

## L'engagement de Caritas

Les programmes nationaux gérés par les bureaux Caritas ayant participé à cette enquête comptent plus de 100 millions de personnes aidées, soit plus que la population totale de l'Allemagne, de l'Égypte ou des Philippines. Étant donné que les pays dans cette étude représentent un total de près de 5 milliards d'habitants, on peut estimer que les programmes menés par les agences Caritas dans leurs pays ont profité à 2,1% de tous les habitants de ces pays.

Ces chiffres varient d'un pays à l'autre (en moyenne 100 personnes aidées dans un pays de 40 millions d'habitants). Neuf Caritas différentes ont estimé que leurs programmes nationaux avaient profité à plus de 10% des habitants du pays (dont six en Afrique, une en Asie, une en Europe et une en Amérique latine et Caraïbes). Et ces pays-là n'étaient pas petits (seuls 2 d'entre eux comptaient une population de moins de 2 millions d'habitants, les six autres plus de 10 millions d'habitants).

Le nombre total de personnes aidées par les 29 pays mettant en œuvre des programmes en dehors de leurs frontières est estimé à 69 millions, soit une moyenne de 2,4 millions, avec une médiane de 113 000 (la médiane est le nombre séparant la moitié supérieure d'un ensemble de données de la moitié inférieure).

L'investissement moyen contre l'insécurité alimentaire d'une organisation Caritas était de 1,78 millions de dollars en 2013, avec une médiane de 225 000 dollars. Les chiffres vont de zéro à 50 millions de dollars. Au total, 141 millions de dollars ont été dépensés au niveau national sur des programmes pour combattre la faim et l'insécurité alimentaire.

29 participants ont déclaré avoir investi dans ce domaine dans d'autres pays. L'ensemble des investissements allaient de 20 000 à 300 millions de dollars (les 300 millions de dollars ne sont pas représentatifs : le deuxième chiffre le plus haut était de 20 millions de dollars). La dépense moyenne était de 14 millions de dollars. Un total de 411,5 millions de dollars aurait été dépensé selon les estimations des 29 agences.

Il a été demandé à chacune des organisations Caritas d'évoquer ses trois principales actions de lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire. Celles-ci ont été aussi diverses que les obstacles auxquels chaque pays est confronté.



Oscar Leiva/Silverlight for CRS

## Quatre domaines se sont dégagés

- **La formation des agriculteurs** (41% dans les trois principales actions, dont 14% qui l'ont mise en première place)
- **L'agriculture durable** (39% et 22%)
- **La distribution de nourriture ou de semences après les urgences** (39% et 14%)
- **L'amélioration de la nutrition et de l'état de santé** (39% et 11%)

Parmi les domaines mentionnés pour les programmes "autres", les réponses étaient variées allant de l'alimentation d'urgence durant une sécheresse à un projet d'apiculture, à l'aide aux personnes désavantagées dans l'agriculture, à la sensibilisation sur la question alimentaire. Ces réponses montrent que les agences Caritas s'adaptent aux besoins sur le terrain et ne se contentent pas d'un modèle conventionnel imposé d'en-haut.

Les réponses différaient en fonction de la taille du pays. La formation des agriculteurs, la distribution de nourriture ou de semences après une urgence, l'amélioration de la nutrition ou de l'état de santé, le soutien des agricultrices et de l'irrigation des récoltes ont tous été mis en avant par les Caritas des plus petits pays, ceux comptant une population inférieure à 50 millions d'habitants. Les Caritas des plus grandes nations étaient beaucoup plus favorables à la stimulation des petites entreprises du secteur alimentaire et aux programmes d'argent contre nourriture. L'agriculture durable et écologique était généralement bien moins soutenue dans les plus petits pays.

Il a également été demandé aux répondants comment le travail de leur Caritas avait changé la vie des personnes en augmentant la sécurité alimentaire et en diminuant la faim et la malnutrition au cours des trois dernières années.

Trois domaines sont ressortis pour beaucoup de participants. Le premier, cité par 35% des Caritas, est que l'augmentation de la sécurité alimentaire, la distribution de nourriture et l'amélioration de l'accès aux aliments, et en particulier l'accès aux aliments plus nutritifs, est ce qui a eu le plus grand impact sur la faim.

Juste derrière en deuxième position, l'amélioration agricole: meilleures récoltes, meilleure production, meilleures pratiques agricoles, accès à l'irrigation et plus grand espoir des personnes quant à l'agriculture.

En troisième position vient le niveau de revenus, en augmentant et en stabilisant les revenus, ainsi qu'en aidant les entreprises à se développer, permettant ainsi de réduire la pauvreté.



Sara A. Fajardo/CRS



Ric Francis for CRS



## Voici les commentaires des répondants sur l'impact de leur travail.

*En revenir aux bonnes pratiques de production ancestrale ; sensibilisation sur l'utilisation de plantes locales ayant une haute valeur nutritionnelle.*

*Les communautés ont changé du statut d'acheteuses de produits agricoles à celui de vendeuses sur le marché traditionnel.*

*Autonomisation des femmes, diffusion de pratiques sanitaires essentielles.*

*Réduction de la malnutrition, meilleure prévisibilité et diversification des cultures.*

*Diminution des suicides d'agriculteurs. Regain d'espoir en l'agriculture.*

*Diminution du recours aux produits chimiques. Adaptabilité climatique. Clubs d'agriculteurs institutionnalisés.*

*Liens avec les banques et les politiques gouvernementales.*

*Essentiellement le secours dans les urgences, dans certains cas le cadre pour l'agriculture familiale s'est amélioré, mais dans certains endroits les progrès ont été anéantis par la guerre ou le changement climatique.*

*Disponibilité de la nourriture, diminution significative du nombre d'enfants mal nourris, nouvelles habitudes alimentaires adoptées, taux élevé de fréquentation scolaire et de poursuite du cursus scolaire.*

*Nous travaillons beaucoup plus sur l'éducation à la nutrition. Aussi, nous mettons en lien les personnes avec les aides publiques, en plus de notre distribution alimentaire.*

*Un changement des actions de production vers un entrepreneuriat basé sur l'autogestion et l'autonomie.*

*Accès facilité et plus fiable à l'eau potable, les femmes ont notamment plus de temps pour réaliser les autres tâches dans la communauté.*

*Les agriculteurs étaient en mesure de vendre le surplus de leurs récoltes et d'utiliser l'argent gagné pour scolariser leurs enfants. Ils pouvaient se permettre d'aller à l'hôpital et de payer les transports.*

*Amélioration de la production familiale, meilleure gestion des récoltes, accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires.*

*Qualité de vie améliorée. Les personnes ont un meilleur accès à la nourriture, à de meilleurs systèmes sanitaires et à l'eau potable.*

*Grâce à l'un de nos microprojets pour produire de la nourriture et des repas, nous avons pu fournir une bonne alimentation aux personnes dans le besoin et vulnérables (en particulier les réfugiés et les enfants).*

*Pour les personnes impliquées dans nos programmes, la sécurité alimentaire a augmenté de 20 à 50%.*

*Nous avons renforcé les capacités et, dans beaucoup de cas, rompu le cycle de la pauvreté, de sorte que les personnes deviennent autonomes et résilientes.*

# Conclusion

Concrétiser le droit à une alimentation adéquate et assurer une sécurité alimentaire pour tous fait partie d'une vision en faveur du développement humain intégral. Elle est au cœur de la campagne de Caritas Internationalis Une seule famille humaine, de la nourriture pour tous.

“La campagne de Caritas Internationalis a sensibilisé les personnes sur le droit à une alimentation adéquate », a affirmé l'un des participants.

Mettre un terme à la faim d'ici 2025 signifie combattre les causes structurelles de l'insécurité alimentaire. Cela requiert des changements dans les politiques, les lois, notre façon de produire et de consommer, mais aussi des changements dans les sociétés et les cultures, afin d'ouvrir l'accès aux ressources aux personnes les plus désavantagées.



Les conséquences de l'insécurité alimentaire vont au-delà de la faim: elles mettent en jeu des problèmes qui sont un frein au développement humain intégral



La principale solution à l'insécurité alimentaire est de soutenir l'agriculture à petite échelle, étant donné que les petits agriculteurs produisent la majeure partie de la nourriture consommée dans le monde.



Le manque d'accès aux ressources de production, la basse productivité agricole, le changement climatique et les politiques gouvernementales inadéquates sont les principales causes de l'insécurité alimentaire dans le monde.



Même si des lois garantissant le droit humain à une alimentation adéquate n'éradiqueraient pas la faim, elles pousseraient les gouvernements à agir et à intervenir.



Les Directives volontaires de l'ONU à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale doivent davantage être utilisées pour pouvoir évaluer plus précisément la sécurité alimentaire dans les pays.



Les femmes doivent avoir un accès et un contrôle égal des ressources pour la production alimentaire.



Un bon système de commercialisation agricole, et notamment la promotion des marchés locaux, est un instrument puissant pour prévenir les conséquences de l'insécurité alimentaire.



Le dialogue entre la société civile et les gouvernements doit être renforcé afin d'améliorer les politiques, les lois et les systèmes pour garantir la sécurité alimentaire, ainsi que pour renforcer la coopération.



Oscar Leiva/Silverlight for CRS

Caritas Internationalis  
Palazzo San Calisto  
V-00120  
Vatican City State

En couverture: Sara A. Fajardo/CRS

En couverture arrière: Charlie David Martinez for CRS

